



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales
Bureau de l'environnement**

Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2025- 0052

du 31 MARS 2025

**portant modification des dispositions des arrêtés préfectoraux
n° PREF-DCLD-2004-0686 du 3 août 2004 et n° PREF-SAPPIE-BE-2020-0047 du 17 janvier 2020
autorisant la SA ROCAMAT à exploiter une carrière
sur le territoire de la commune de RAVIERES, au lieu dit « La Côme »**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement, et notamment son article L. 181-14 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994, modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux exploitations de carrières, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004, modifié, relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU le schéma départemental des carrières de l'Yonne approuvé le 10 septembre 2012 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2004-0686 du 3 août 2004 autorisant M. le Directeur de la SA ROCAMAT, pour une durée de 15 ans, à exploiter une carrière sur le territoire de la commune de RAVIÈRES, au lieu dit « La Côme » ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2020-0047 du 17 janvier 2020 autorisant la SA ROCAMAT à poursuivre, jusqu'au 3 août 2024, l'exploitation de la carrière, susnommée ;

VU la demande présentée par la SA ROCAMAT le 22 janvier 2025, portant sur la prolongation de la durée d'exploitation de la carrière qu'elle exploite au lieu-dit « La Côme » sur le territoire de la commune de Ravières, dans l'attente de la fin de l'instruction du dossier d'autorisation environnementale déposé le 12 mai 2023 ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 26 février 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 5 mars 2025 en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation du demandeur sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'installation faisant l'objet de la demande de prolongation est régulièrement autorisée par les arrêtés préfectoraux des 3 août 2004 et 17 janvier 2020, susvisés ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2020, susvisé, autorise l'exploitation de la carrière jusqu'au 3 août 2024 ;

CONSIDÉRANT que la prolongation demandée ne constitue pas une modification substantielle de l'installation au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il convient cependant d'adapter et de fixer des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° PREF-SAPPIE-BE-2020-0047 du 17 janvier 2020, susvisé, pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur des modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 du code de l'environnement, ni l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne ;

A R R Ê T E

Article 1 – Prolongation de la durée d'exploitation et remise en état

L'article 1 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2020, susvisé, est remplacé comme suit :

« L'autorisation d'exploitation (extraction et remise en état) de la carrière est prolongée jusqu'au 3 août 2026.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2004-0686 du 3 août 2004, susvisé, demeurent applicables en ce qu'elles ne sont pas contraires au présent arrêté. »

Article 2 – Garanties financières

Le montant actualisé des garanties financières pour la période d'exploitation 2025-2026 s'élève à 159 692,77 €.

Les valeurs de référence prises pour le calcul du montant de la garantie financière sont les suivantes :

- Indice TP01 = 128,8 (octobre 2024)
- TVA = 20 %

Dans le mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet de l'Yonne le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, modifié, relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement, actualisé en fonction de la valeur datée du dernier indice public TP01 en vigueur.

Ces documents doivent être conformes aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, modifié, fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

Article 3 – Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la SA ROCAMAT.

En vue de l'information des tiers :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de RAVIERES et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de RAVIERES pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture de l'Yonne ;
- 3° le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Yonne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 – Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal administratif de Dijon :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- 2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérécurrs citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 5 – Exécution et diffusion

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée à :

- Monsieur le Sous-préfet d'Avallon,
- Monsieur le Maire de RAVIERES,
- Monsieur le Responsable de l'Unité départementale Nièvre/Yonne de la DREAL.

Fait à Auxerre, le **31 MARS 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale



Pauline GIRARDOT